

# Les labels bien-être animal aux Pays-Bas, en Allemagne et au Danemark :

## analyse et enseignements

Christine Roguet, Pôle Economie, Ifip-institut du porc, La Motte au Vicomte, 35651 Le Rheu (FR),  
[christine.roguet@ifip.asso.fr](mailto:christine.roguet@ifip.asso.fr)

Au sein de l'Union Européenne (UE), avec un gradient décroissant du nord au sud, l'élevage fait l'objet de nombreux débats relatifs à son impact sur les milieux naturels et la santé, à la manière dont sont traités les animaux et aux modes d'élevage, jugés trop intensifs (Delanoue et Roguet, 2015, Roguet *et al.*, 2016). Ces dernières années, les attentes autour du bien-être animal ont fortement augmenté. A l'échelle européenne, en 2015, 94 % des citoyens jugent important le bien-être des animaux de ferme (57 % très, 37 % assez) et 82 % estiment qu'il devrait être mieux protégé (44 % incontestablement, 38 % probablement) (Eurobarometer, 2016). D'après le sondage d'opinion que nous avons réalisé en juin 2016 dans le cadre du projet de recherche ACCEPT<sup>1</sup>, l'attente la plus forte envers l'élevage des Français est que les animaux aient accès à l'air libre. 60 % d'entre eux jugent prioritaire d'offrir un accès au plein air à tous les animaux et 96 % sont favorables à un étiquetage des produits selon ce critère (Delanoue *et al.*, 2017). Les nombreuses études réalisées sur les attentes des citoyens en termes de bien-être animal montrent qu'ils sont particulièrement sensibles aux critères suivants : nourriture et eau en quantité suffisante, absence de maladies, espace par animal, accès au plein air, possibilité de se comporter naturellement, bonne relation homme-animal, bonnes conditions de transport et d'abattage (Janssen *et al.*, 2016)<sup>2</sup>. A l'échelle européenne, plus de la moitié des personnes déclarent rechercher sur les produits, lors de leurs achats, les labels indiquant le niveau de bien-être animal, avec de fortes différences entre pays : 73 % des Néerlandais, 67 % des Danois, 61 % des Français, 60 % des Allemands mais 37 % des Espagnols (Eurobarometer, 2016). Ceci a déjà conduit un certain nombre de pays à mettre en place des labels pour étiqueter les produits selon le bien-être animal. Leur objectif est double : permettre aux consommateurs de choisir leurs produits animaux en fonction de leurs convictions et de leur budget, et faire progresser les conditions de vie du plus grand nombre d'animaux de rente. L'étiquetage doit permettre le financement par le marché des évolutions souhaitées des systèmes et pratiques d'élevage. Cependant le consentement à payer est limité<sup>3</sup>, du moins dans un premier temps, lorsque les labels n'existent pas, ou manquent de transparence, et en l'absence de campagnes d'information et de sensibilisation des citoyens. En effet, lorsqu'il ne parvient pas à bien identifier les différences entre produits, le consommateur tend à choisir le moins cher. D'après Denver *et al.*, (2017), ceci explique en partie la faible relation entre les attentes exprimées par le citoyen et son comportement d'achat.

Dans un contexte de discussions, à l'échelle de l'UE, sur l'introduction d'un système obligatoire d'étiquetage uniforme de la viande et du lait selon le mode d'élevage, à l'instar

---

<sup>1</sup> Financé par le Ministère de l'agriculture (AAP CASDAR) sur trois ans (2014-2017) et associant de nombreux partenaires, le projet ACCEPT analyse les controverses autour de l'élevage, toutes espèces considérées, leurs déterminants et leurs impacts sur l'évolution des systèmes et pratiques d'élevage. Voir site dédié : <http://accept.ifip.asso.fr>.

<sup>2</sup> Méta-analyse de 53 articles scientifiques sur les attentes des consommateurs en termes de bien-être animal, publiés entre 2005 et 2016, en Europe et aux USA




<sup>3</sup> En décembre 2015, 29 % des Français (12% des Néerlandais) déclarent ne pas consentir à payer plus pour plus de bien-être animal ; 40 % déclarent accepter de payer jusqu'à 5 % de plus (35 % des Néerlandais) ; et seulement 8 % des Français, 15 % des Allemands, 17 % des Danois et 19 % des Néerlandais déclarent accepter de payer plus de 10 % en plus.

de ce qu'impose la réglementation européenne pour les œufs depuis 2003 (cage, sol, plein air, biologique), cet article propose une analyse des labels bien-être, gouvernementaux ou privés, créés aux Pays-Bas (§1), en Allemagne (§2) et au Danemark (§3). Elle éclaire les démarches qui se multiplient en France pour répondre à des demandes de bien-être animal de plus en plus pressantes.

## 1. Pays-Bas : pionniers et exemplaires avec Beter Leven

Lancé en 2007, le label *Beter Leven*, propriété de *Dierenbescherming*, la plus grosse association de protection animale néerlandaise, a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des 99 % d'animaux de rente du pays qui ne sont pas élevés selon les standards biologiques. Au tout début, la démarche portait sur une volaille de chair à croissance lente, vendue par cinq enseignes de distribution. Très rapidement, en 2008, *Dierenbescherming* a engagé des discussions avec le plus gros distributeur du pays, Albert Heijn, d'autres enseignes, des abatteurs et des entreprises d'emballage d'œufs, pour étendre le label aux autres viandes (porc, bœuf, veau) et aux œufs. Le cahier des charges, présenté en Tableau 1 pour le porc (en Annexe 1 pour le poulet de chair), fixe des obligations de moyens (surface, accès à l'air libre...). Les éleveurs impliqués perçoivent une prime pour couvrir les surcoûts ; par exemple, 9 à 10 cts€/kg de carcasse pour le niveau 1 étoile, pour des surcoûts évalués entre 7 et 12 cts€/kg carcasse.

Tableau 1. Cahier des charges Beter Leven pour le porc (pour la volaille de chair, voir Annexe 1)

Critère	Standard			
Surface	2,25 m <sup>2</sup> par truie 0,3 m <sup>2</sup> par porcelet 0,8 m <sup>2</sup> par porc à l'engrais	2,25 m <sup>2</sup> par truie 0,4 m <sup>2</sup> (+30%) par porcelet 1 m <sup>2</sup> (+42 à +20%)	2,5 m <sup>2</sup> par truie 0,5 m <sup>2</sup> par porcelet 1,2 m <sup>2</sup> par porc charcutier	2,5 m <sup>2</sup> par truie 0,6 m <sup>2</sup> (+100 %) par porcelet 1,3 m <sup>2</sup> par porc charcutier
Loges de mises-bas	3,5 m <sup>2</sup> mini Truies bloquées	3,8 m <sup>2</sup> mini Truies bloquées	6,5 m <sup>2</sup> mini Truies bloquées 5 jours maxi	7,5 m <sup>2</sup> Truies bloquées 3 jours maxi
Accès couvert à l'extérieur (courette)	Non	Non	0,7 m <sup>2</sup> par charcutier 1 m <sup>2</sup> par truie	1 m <sup>2</sup> par porcelet ou charcutier 1,9 m <sup>2</sup> par truie gestante 2,5 m <sup>2</sup> par truie avec porcelets
Parcours	Non	Non	Non	Pour les truies gestantes
Durée d'allaitement	Min. 21-28 jours	Min 23-28 jours	Min 35 jours	Min 42 jours
Enrichissement du milieu*	Chaînes	Bois, tube avec paille Au-delà de 40 porcs : paille	Paille	
Castration	Autorisée avec anesthésie	Interdite	Autorisée avec anesthésie	
Coupe de la queue	Autorisée	Autorisée	Interdite	Interdite
Transport	Sans limite de temps	6 h vers un élevage 8 h vers l'abattoir	6 h vers un élevage 8 h vers l'abattoir	6 h vers un élevage (4 h si bio) 6 h vers l'abattoir

\*Les grands groupes de porcs (20 à 40 porcs au lieu de 8 à 12)) sont encouragés car ils offrent aux animaux plus de place pour bouger (pour le même espace par animal) et la possibilité de diviser l'espace en zones (couchage, alimentation, déjections). Les grandes cases sont mieux adaptées à la mise en place d'équipements tels les distributeurs de paille qui s'amortissent aussi mieux sur un grand groupe d'animaux.

Source : *Dierenbescherming*, version de décembre 2016, traduction C. Roguet

Dès 2009, Albert Heijn a décidé de ne commercialiser que des produits Beter Leven en viande fraîche. En 2013, des accords ont été conclus pour qu'à partir de janvier 2016, toute la viande fraîche vendue en grande distribution soit étiquetée Beter Leven (au moins 1 étoile). Mais une enquête de l'ONG de protection des porcs *Varkens in Nood* a montré début 2016 que l'engagement n'était pas respecté : 91 % de la viande de porc vendue chez

Aldi n'était pas étiquetée Beter Leven, 60 % chez Jumbo et Vomar, les mieux placés étant Albert Heijn et Lidl. Aujourd'hui, presque tous les distributeurs vendent des produits Beter Leven. Les viandes et œufs biologiques sont étiquetés Beter Leven 3 étoiles. En 2016, Albert Heijn a étendu à la charcuterie de porc l'engagement pris en viande fraîche de ne vendre que des produits Beter Leven. Ceci permet ainsi de valoriser près de 80 % de la carcasse en Beter Leven.

En collaboration avec l'ONG environnementale *Natuur & Milieu, Dierenbescherming* travaille actuellement sur un cahier des charges Beter Leven pour le lait et les produits laitiers. Il intégrera des critères environnementaux afin de contribuer à la réduction de l'excédent de phosphates, un enjeu environnemental majeur aux Pays-Bas.

En 2016, hors produits biologiques (étiquetés 3 étoiles), sur plus de 600 millions d'animaux de rente abattus aux Pays-Bas<sup>4</sup>, 31 millions<sup>5</sup> sont dans des élevages labellisés Beter Leven, soit 5 % du total. Beter Leven concerne 1 650 éleveurs (deux fois plus qu'en 2012), 300 transformateurs (la plupart aux Pays-Bas, mais aussi en Belgique, France, Allemagne, Royaume-Uni) et 18 distributeurs. En porc, 630 élevages produisent 3,2 millions de porcs par an labellisés Beter Leven (21 % des abattages de porcs en 2016), principalement 1 étoile.

Les consommateurs néerlandais dépensent de plus en plus en produits alimentaires durables (WUR, 2016). En 2015, les dépenses en alimentation durable ont augmenté de 12 % aux Pays-Bas par rapport à 2014. Elles représentent 8 % des dépenses alimentaires totales. Sur les 1 768 millions d'euros de dépenses en produits durables en supermarchés, un quart (426 M.) concerne la viande (417 M. en Beter Leven et 94 M. en bio), 11,5 % le lait (120 M en bio et 77 M. en UTZ) et 5,3 % les œufs (93 M. dont 75 M. en Beter Leven et 30 M. en bio<sup>6</sup>). La consommation de produits labellisés Beter Leven a fortement augmenté depuis le lancement du label en 2007 (graphique 1). En 2015, sur 563 millions d'euros de chiffre d'affaires, 514 millions sont réalisés en supermarché, dont 81 % en viande et 15 % en œufs. La part de marché de Beter Leven est d'environ 75 % en viande fraîche et un tiers pour les produits transformés de porc. L'étiquetage Beter Leven a permis de reconquérir le marché intérieur de la viande de porc qu'avait perdu IKB au profit de la viande importée. Si au début des années 2000, environ 90 % du porc frais vendu au détail provenait de porcs nés, élevés, abattus et transformés aux Pays-Bas, les tensions internes à IKB ont conduit les détaillants à s'en détourner pour s'approvisionner en viande importée. En 2009, selon Vion, moins du quart de la viande de porc vendue au détail était issue de la production nationale (Boerderij, 2017).

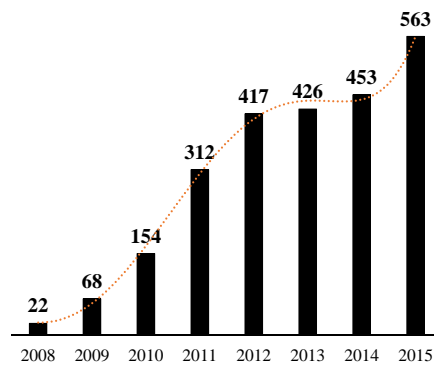
---

<sup>4</sup> Parmi lesquels 607 M. de poulets de chair, 15,4 M. de porcs, 17,2 M. de poudeuses, 571 000 bovins viandes (source : CBS)

<sup>5</sup> Beter Leven : 26,7 M. de poulets de chair, 3,2 M. de porcs, 1,1 M. de poules poudeuses, 12 700 bovins viande.

<sup>6</sup> Le produit peut avoir plusieurs signes de qualité

Graphique 1. Evolution de la consommation de produits labellisés Beter Leven (en millions d'euros)



Source : WUR (2016)

## 2. Allemagne : deux labels et une initiative bien-être, n'est-ce pas trop ?

D'après le baromètre annuel du Ministère allemand de l'Agriculture et de l'Alimentation, en 2017, la première attente des citoyens allemands envers l'élevage est le bien-être animal, juste devant la qualité des produits (Graphique 2). 87 % des sondés souhaitent une amélioration des conditions d'élevage, avec un rehaussement des normes de production, et 82 % souhaitent plus de transparence sur les modes d'élevage, avec notamment un signe officiel de qualité (demande exprimée par 79 % des sondés). Enfin, 88 % des personnes se disent prêts à payer plus pour plus de bien-être animal. Fin 2017, trois principaux labels ou initiatives coexistent en Allemagne, pour améliorer le bien-être animal en élevage et en informer les consommateurs : le label *Für mehr Tierschutz*, lancé en 2013 par l'ONG de protection animale *Deutscher Tierschutzbund*, l'*Initiative Tierwohl*, lancée en 2015 par les filières porcines et avicoles, et le label *Mehr Tierwohl*, lancé en 2017 par le Ministère de l'Agriculture.



Graphique 2. Attentes des citoyens allemands envers l'élevage en 2017



Source : BMEL, 2017

Tableau 2. Cahier des charges "Für Mehr Tierschutz" en porc (il porte uniquement sur le stade d'engraissement)

Pour le poulet de chair voir Annexe 2, pour les poules pondeuses voir

Critères	Niveau d'entrée : 1 étoile	Niveau supérieur : 2 étoiles
		
Taille d'élevage	Max. 3 000 places d'engraissement	Max. 2 000 places d'engraissement
Structuration de la case	Séparation des zones d'activité, de repos et de déjections	
Coupe de la queue	Interdite	
Castration sans anesthésie	Interdite (mâle entier, immunocastration, anesthésie (isoflurane) + analgésie)	
Temps de transport à l'abattoir	Max 4 heures	
Etourdissement	Vérification de la perte de conscience profonde	
Indicateur de bien-être (santé et comportement)	Mortalité, consommation de médicaments, blessures, inflammation des poumons, pathologie du foie	
Surface par porc à l'engrais(a)	+45 %	+100 %
Types de sol	Caillebotis et aire de couchage confortable (paille ou équivalent) dans au moins quatre cases (démarche de progrès)	Zone d'activité sur caillebotis et zone de couchage sur paille (brins longs)
Matériaux manipulables	Paille ou semblable (distributeur de pellets)	Paille ou semblable
Zones climatiques	Refroidissement de l'air ou brumisation	Bâtiment à front ouvert ou accès à une courette

(a) Le surcoût lié à la seule augmentation de surface (1,1 m<sup>2</sup> au lieu du standard allemand de 0,75 m<sup>2</sup>) a été évalué à environ 10 cts€/kg carcasse par l'Université de Göttingen

Source : IFIP d'après le cahier des charges du DTB, traduction C. Roguet

### 2.1. Für Mehr Tierschutz ou la transposition en Allemagne du label Beter Leven

Le label *Für mehr Tierschutz* (littéralement, pour plus de protection animale) a été initié en 2012 par l'ONG de protection animale allemande *Deutscher Tierschutzbund*, pour la viande de porc et de poulet, en partenariat avec les abatteurs Vion et Wiesenhof, avec l'expertise de l'Université de Göttingen et le soutien politique et financier du Ministère de l'Agriculture. Le label a été inauguré par la Ministre de l'Agriculture au salon de l'agriculture de Berlin en janvier 2013 (Roguet et Rieu, 2014). Son cahier des charges comprend des obligations de moyens et de résultats (

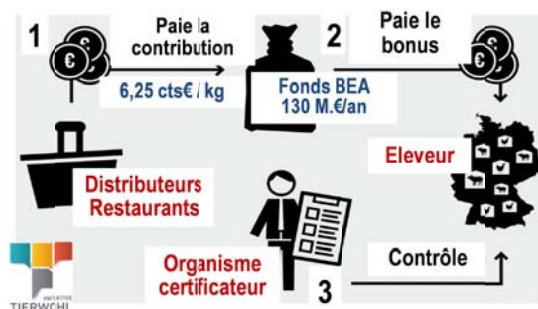
Tableau 2). Bien qu'assoupli au fil du temps<sup>7</sup>, il reste particulièrement contraignant (coupe de la queue interdite) ce qui limite son implantation. En 2017, après quatre années d'existence, une centaine d'élevages seulement sont labellisés parmi lesquels 40 élevages de porcs (7 une étoile et 33 deux étoiles) et 14 élevages de pondeuses (3 une étoile et 11 deux étoiles) (Tierschutzbund.de, 2017, topagrar, 2017). Les éleveurs s'engagent dans le niveau supérieur car les produits 1 étoile trouvent difficilement, sur le marché, une valorisation supérieure aux produits standards. Le nombre d'élevages labellisés augmente avec l'extension du label *Für Mehr Tierschutz* à la production d'œufs et de lait. Les discounters Aldi et Lidl ont commencé à commercialiser du lait labellisé *Für Mehr Tierschutz*, en partenariat avec respectivement les laiteries Gropper (environ 80 élevages impliqués) et Betschel (environ 60 élevages). Le nombre de distributeurs référençant les produits étiquetés *Für Mehr Tierschutz* augmente (Tierschutzbund.de, 2017, Agrarheute.com, 2017).

Au salon de l'agriculture de Berlin de 2017, *Dierenbescherming* et *Deutscher Tierschutzbund* ont fait part de leur projet de reconnaissance mutuelle des labels *Beter Leven* et *Für Mehr Tierschutz*. L'objectif est un accès plus rapide au marché, une disponibilité plus grande des produits et plus de souplesse pour les producteurs (Distrifood, 2017, topagrar.com, 2017a).

## 2.2. L'Initiative Tierwohl des filières porcine et avicole : mutualiser la prise en charge

Les discussions entre la production, l'abattage et la distribution pour la construction d'une initiative « bien-être » de filière (porc et volaille) ont démarré en 2012 pour aboutir en 2015 au démarrage de l'Initiative Tierwohl (Roguet et Rieu, 2014). Les deux principales ONG de protection animale allemande, *ProVieh* et *Deutscher Tierschutzbund*, ont rejoint l'initiative respectivement en 2013 et 2015, puis l'ont toutes deux quittée en 2016, en désaccord sur les critères, jugés pas assez exigeants, l'absence de segmentation et d'étiquetage des produits, et le mode de gouvernance (Initiative Tierwohl, 2016, topagrar.com, 2017e). Elles n'étaient en effet pas associées à la définition des critères, mais seulement consultées (topagrar, 2016).

Figure 1. Principe de fonctionnement de l'Initiative Tierwohl – période 2018-2020



Source : Initiative Tierwohl, traduction C.Roguet

Le principe de l'Initiative Tierwohl (ITW) est de faire progresser sur le bien-être animal le maximum d'élevages (petits pas sur de grands volumes) et de faire financer les surcoûts par *tout* le marché. Tous les consommateurs sont mis à contribution ; il n'y a pas d'étiquetage des produits, pas de segmentation du marché. Les distributeurs prélèvent sur chaque kilo de viande fraîche et transformée vendu quelques centimes d'euros, versés dans un fonds bien-

<sup>7</sup> Par exemple, les plafonds de taille d'élevage ont été rehaussés de 27 000 à 48 000 poules pondeuses et de 950 à 3 000 places d'engraissement pour le niveau d'entrée.

être. Ce fonds verse des bonus aux éleveurs mettant en œuvre sur leur élevage des critères de bien-être (Figure 1, Tableau 3). La plupart des distributeurs participent à l'ITW : Aldi, Lidl, Edeka, Kaufland, Netto, Penny, Rewe, Wasgau, Kaiser's Tengelmann, Real (Initiative Tierwohl, 2017)<sup>8</sup>. Les accords (cotisations, bonus, cahiers de charges) sont contractés pour trois ans.

En 2016, plus de 2 200 élevages porcins participaient à l'ITW ; le même nombre étaient sur liste d'attente, le montant du fonds étant insuffisant pour satisfaire toutes les demandes (Graphique 3). Pour faire entrer plus d'éleveurs dans l'ITW, le contrat pour 2018-2020 comprend deux évolutions majeures : la cotisation des distributeurs augmente de 4 à 6,25 cts€ par kilo (et donc le montant du fonds de 85 à 130 Mio.€), et le bonus maximum par animal produit diminue (par exemple de 9 à 5,10 € par porc engraisé). Ainsi, fin 2017, 4 200 élevages de porcs participent à l'ITW pour 26,4 Mio. de porcelets et porcs produits (Tableau 4). En outre, la liste des critères a été raccourcie (les moins choisis ont été supprimés) et deux critères auparavant facultatifs sont devenus obligatoires : octroi de 10 % de la surface en plus par animal et apport de matériaux manipulables organiques. Enfin, il est prévu d'étiqueter la viande de volailles (non transformée) issus d'élevages participant à l'ITW.

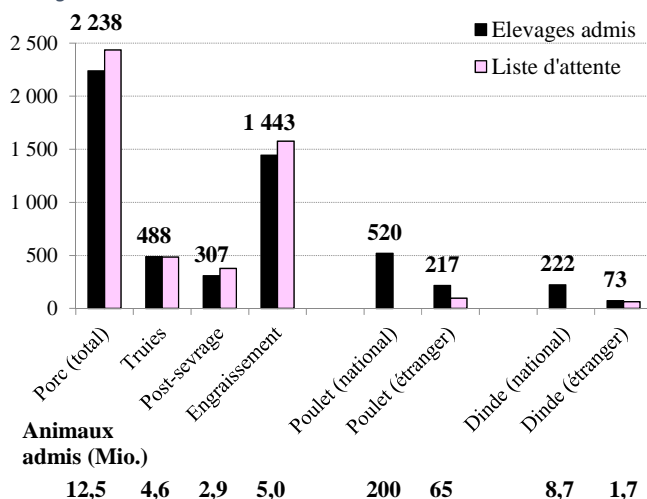
Tableau 3. Liste des critères et montants des bonus de l'Initiative Tierwohl pour la période 2018-2020

Critères	Truies	Post-sevrage	Engraissement
<b>Bloc A : critères de base obligatoires</b>			
QS (monitoring antibiotiques, contrôle des carcasses), contrôle de l'eau potable, lumière naturelle (1,5% de surface en fenêtre)	500 €/an	500 €/an	500 €/an
Matériaux manipulables organiques et 10% de surface en plus	2,00	0,95	3,30
<b>Bloc B : critères facultatifs au choix</b>			
20 % de surface en plus	0,80	0,40	1,20
Fourrages (plus matériaux de nidification en maternité)	0,80	0,40	1,80
Brosses	0,05	0,40	0,60
Refroidissement de l'air			0,20
Abreuvoirs Groupe	0,07	0,40	0,70
Abreuvoir / truie en maternité	0,18		
Microclimat		0,20	
Mise en groupe dès le 6 <sup>e</sup> jour après l'insémination	0,80		
<b>Bonus maximal par porc (A + B)</b>	<b>2,80 €/porcelet</b>	<b>1,35€/porcelet</b>	<b>5,10€/porc</b>

Source : Initiative Tierwohl, traduction C.Roguet

<sup>8</sup> La participation de Real s'arrête au 31 décembre 2017

Graphique 3. Nombre d'élevages admis et sur liste d'attente et nombre d'animaux admis dans l'ITW au 13/04/2016



Source : Ifip d'après Initiative Tierwohl

Tableau 4. Nombre d'élevages porcins impliqués dans l'ITW pour la période 2018-2020  
2018 (évolution par rapport à 2015-2017)

Type d'élevage	Nombre d'élevages	Nombre d'animaux produits / an
Naissage	757 (+231)	8,7 Mio. porcelets (+3,4 Mio.)
Post-sevrage	547 (+227)	6,5 Mio. porcelets (+3,3 Mio.)
Engraissement	2 853 (+1 266)	11,2 Mio. porcs (+5,5 Mio.)
<b>Total</b>	<b>4 157 (+1 724)</b>	<b>26,4 Mio. têtes (+12,2 Mio.)</b>

Source : topagrar, 2017b

### 2.3. *Mehr Tierwohl* : un label gouvernemental pour plus de confiance et de transparence

Officialisé au salon de l'agriculture de Berlin de 2017, le label *Mehr Tierwohl* (littéralement, plus de bien-être animal), propriété du ministère de l'agriculture allemand est le fruit d'un travail commun entre acteurs économiques, associatifs, scientifiques et politiques. Sa création est prévue sur trois ans, en quatre phases : i) 2016 : constitution d'un groupe de travail associant des experts, des représentants de la production, de l'abattage, de la transformation et de la distribution, et des associations de protection animale et de consommateurs ; ii) 2017 : définition des critères du cahier des charges (pour le porc d'abord) et de la gouvernance du label ; iii) 2018 : processus législatif et mise en place en élevages ; iv) 2019/2020 : mise en marché (BMEL, 2017a,b). Lors du lancement officiel du label, la distribution alimentaire n'était pas présente aux côtés du ministre et des autres partenaires, exprimant son souhait que le niveau d'entrée du nouveau label soit constitué de l'*Initiative Tierwohl* (topagrar.com, 2017b). Puis, peu après la publication du cahier des charges, l'ONG *Deutscher Tierschutzbund*, principale caution du label, a décidé de ne plus le soutenir considérant la concertation précipitée et les exigences insuffisantes. Si tous les protagonistes s'attendaient à ce que le nouveau label fusionne l'*Initiative Tierwohl*, en niveau d'entrée, et le label *Für Mehr Tierschutz*, en niveaux 2 et 3, à la surprise générale, il



n'en fut rien (topagrar.com, 2017c,d). En définitive, *Mehr Tierwohl* compte deux niveaux d'exigences, entrée et premium, avec 12 critères, de moyens et de résultats (Tableau 5).

Tableau 5. Label gouvernemental *Mehr Tierwohl* : cahier des charges pour le porc

	Critères	Normes réglementaires	Niveau d'entrée (1 étoile)	Niveau premium (2 étoiles)
1	Surface par animal en post-sevrage	5-10 kg :0,15 ; 10-20 kg : 0,2 ; > 20 kg : 0,35	Selon le poids, <b>+14 à +33 %</b>	<b>+70 %</b>
	en engraissement	30-50 kg : 0,5 ; 50-110 :0,75 ; >110 kg :1,0	<b>+30-33 %</b>	<b>+70-100 %</b> avec la courette
2	Fourrage et matériaux manipulables	Accès continu à des matériaux manipulables adaptés	Accès permanent à des fourrages - foin ou paille, distribués dans un <b>râtelier</b> , pour le fouissage	
3	Structuration de la case	Caillebotis antidérapant, largeurs 11-20 mm	En post-sevrage, sol plein pour la zone de couchage	Sol plein en majorité, paillé, <b>accès à l'extérieur</b>
4	Contention des truies attente saillie gestation	Jusqu'à 28 jours	<b>Max. 4 jours</b>	
	maternité	Autorisée	Autorisée	Interdite, <b>truies libres</b>
5	Durée d'allaitement	Min. 28 jours, dérogation à 21 jours	Min. 28 jours	Min. 35 jours
6	Coupe de la queue	Autorisée par dérogation	Engagement à arrêter	<b>Interdite</b>
7	Castration sans anesthésie	Interdite à partir de 2019	L'interdiction s'applique aussi aux porcelets importés	
8	Autocontrôle	Obligatoire	Documentation obligatoire	
9	Index de santé animale	Aucun	Participation au système d'enregistrement en abattoir	
10	Durée de transport	En général, max. 8 h Exception, jusqu'à 24 h	Max. 8 h	Max. 6 h
11	Abattage	Vérification de l'efficacité de l'étouffement	Procédures complémentaires de vérification de l'efficacité de l'étourdissement	
12	Formation bien-être	Pas d'obligation	Obligatoire chaque année	

Source : site du Ministère fédéral de l'agriculture et de l'alimentation, traduction C. Roguet

Avec *Mehr Tierwohl*, le Ministère vise une part de marché de 20 % et a budgété 70 Mio.€ pour informer et sensibiliser les consommateurs (schweine.net, 2017). Il évalue à 20 % l'augmentation du coût de production, à couvrir par le marché (prix plus élevés) et des aides publiques. D'autres calculs évaluent à 40 € le surcoût par porc produit selon le cahier des charges 1 étoile (25 € en élevage et 15 € à l'aval) et situent l'augmentation du prix de la viande fraîche en supermarché, pour les niveaux d'entrée et premium, à 25 % et 40-50 % respectivement (SUS, 2017), des niveaux bien plus élevés que le consentement à payer.

### 3. Danemark : label gouvernemental vs label de distributeur

Les deux principales ONG de protection animale danoises, *Dyrenes Beskyttelse* et *DOSO*, ne s'accordent pas sur les voies à emprunter pour améliorer le bien-être des animaux d'élevage. *Dyrenes Beskyttelse* accepte d'étiqueter « bien-être » uniquement les produits animaux issus de systèmes de production offrant un niveau de bien-être animal qu'elle juge élevé, à savoir avec un accès au plein air (Denver *et al.*, 2017). Elle craint en effet que les produits animaux issus d'élevages offrant des niveaux « moyens » de bien-être animal (conventionnels améliorés) ne siphonnent les parts de marché des produits plein air ou bio si les consommateurs ne perçoivent pas assez la différence en termes de bien-être animal. Au

contraire, pour offrir au plus grand nombre d'animaux de meilleures conditions de vie, DOSO accepte d'étiqueter les produits animaux issus de systèmes d'élevage conventionnels (en bâtiments) mais offrant de meilleures conditions de vie que le standard réglementaire. DOSO est ainsi partenaire du label gouvernemental *Bedre Dyrevelfaerd*<sup>9</sup> (littéralement, plus de bien-être animal), créé par le ministère danois de l'Environnement et de l'Alimentation, avec le Conseil de l'agriculture et de l'alimentation (Landbrug&Foderaver), Danish Crown (abatteur), des distributeurs privés Dansk Supermarked<sup>10</sup> (Bilka, Fotext, Netto) ou coopératifs (Meny, Rema1000, Spar), Lidl et Aldi, la Fédération des bouchers-charcutiers et l'Association vétérinaire danoise. Commercialisé depuis le printemps 2017 pour le porc, il sera ensuite étendu aux autres viandes. Le deuxième distributeur du pays en part de marché (34 %), Coop, ne participe pas au label officiel et a créé son propre étiquetage, pour les viandes (porc, poulet), les œufs et le lait, avec quatre niveaux : bio (*det økologiske Liv*), plein air (*det Gode Udeliv*), la bonne vie (*det Gode Staldliv*) et la vie extra-bonne (*det Ekstra Gode Liv*) (Annexe 4).

Comme les labels des autres pays, l'objectif de *Bedre Dyrevelfaerd* est de permettre au consommateur de choisir sa viande en fonction de ses convictions et de son budget. Ce faisant, le but est d'améliorer les conditions de vie des animaux de rente en finançant les évolutions par le marché (Danish Veterinary and Food Administration, 2017). Selon un sondage de TNS pour Landbrug&Foderaver, en avril 2016, 80 % des Danois déclaraient avoir une perception positive de ce nouveau label officiel. Le cahier des charges comprend cinq exigences de base, sélectionnées par des experts en bien-être animal de l'administration vétérinaire et alimentaire danoise, bien au-delà des normes réglementaires en vigueur : i) truies libres en maternité, ii) queue intacte (non coupée et sans morsures), iii) paille comme matériel manipulable et pour la nidification, iv) plus de place par animal, v) transport limité à 8 heures. Comme *Beter Leven* aux Pays-Bas et *Für Mehr Tierschutz* ou *Mehr Tierwohl* en Allemagne, *Bedre Dyrevelfaerd* a plusieurs niveaux d'exigence, symbolisés ici par des cœurs (Tableau 6). Pour le niveau d'entrée, l'éleveur renonce à la coupe de la queue des cochons, leur offre de la paille, laisse les truies libres en maternité et limite à 8 h le temps de transport à l'abattoir. A deux cœurs, il offre 30 % de surface en plus par porc ; à trois cœurs, le double de surface et un accès à l'air libre.




Seulement 2 à 3 % de la production danoise de porcs est déjà réalisée dans des conditions correspondant aux exigences des niveaux 2 et 3 cœurs. L'objectif du Ministère est qu'environ 20 % de la production destinée au marché intérieur soit labellisée. Comme 20 % environ de la viande de porc vendue au Danemark dans le commerce de détail est importée, d'autres pays de l'UE principalement, les produits étrangers pourront aussi être étiquetés s'ils respectent le cahier des charges. Après trois mois en rayons, selon l'abatteur de porcs Danish Crown, le label est un succès : « *les ventes de viande fraîche de porc étiquetée 1 ou 2 cœurs représentent déjà 15 % des ventes de Tulip Food ; si on ajoute les viandes labellisées plein air (Friland) ou bio, dont les ventes augmentent aussi, le segment bien-être représente 25 % des ventes de viande fraîche [sur le marché domestique]* » (globalmeatnews.com, 2017).

---

<sup>9</sup> Décret exécutif sur le régime volontaire de marquage du bien-être animal n°46 du 11 janvier 2017 (Bekendtgørelse om frivillig dyrevelfærdsmærkningsordning)

<sup>10</sup> Part de marché : Dansk Supermarked (35 %), Supergros (Kiwi, Spar, Eurospar, Superbest) (20%), Rema1000 (8%), Aldi+Lidl (5%). Le deuxième plus gros distributeur du pays, Coop (Iram, Kvickly, Brugsen, Fakta), avec 34 % de part de marché, a choisi de développer son propre label « bien-être » et ne participe pas au label gouvernemental.

Tableau 6. Label gouvernemental Bedre Dyrevelfaerd : cahiers des charges pour le porc

Critères	1 cœur 	2 cœurs 	3 cœurs (bio) 
Coupe de la queue	Interdite	Interdite	Interdite
Surface par porc par rapport à la production standard	Réglementation	+ 30 %	+ 100 %
Paille (manipulation)	Oui	Oui (Litière)	Oui (Litière)
Paille (nidification)	Oui	Oui	Oui
Truies en groupe en attente saillie gestation	Oui	Oui	Oui
Truies libres en maternité	Contention les 4 premiers jours maxi	Contention les 2 premiers jours maxi	Pas de contention possible
Age mini au sevrage de 28 jours	Pas obligatoire	Oui	Oui
Mise bas en plein air			Oui
Accès à l'extérieur en post-sevrage (courette...)			Oui
Accès à l'extérieur en engraissement (courette...)			Oui
Durée de transport	Max. 8 h	Max. 8 h	Max. 8 h

Source : Décret exécutif sur le régime volontaire de marquage du bien-être animal n°46 du 11 janvier 2017

## Conclusion

Les consommateurs expriment une demande pour des produits animaux offrant une garantie de meilleures conditions de vie des animaux. Pour y répondre, et trouver les moyens de financer les évolutions en élevage, deux stratégies sont mises en œuvre dans le nord de l'UE : faire payer tous les consommateurs, en prélevant sur chaque kilo vendu quelques centimes pour alimenter un fonds d'indemnisation des surcoûts – c'est le principe de l'Initiative Tierwohl allemande –, ou segmenter le marché par des labels. Au-delà, pour les pays du Nord, l'enjeu avec ces labels est de conserver leur marché intérieur voire d'en conquérir d'autres, sensibles au bien-être animal, et de se préparer un étiquetage obligatoire des produits selon le mode de production, par exemple en quatre catégories, comme le propose l'association allemande *Provieh* : bio (0), plein air (1), plus de place et une courette (2), conventionnel au standard réglementaire (3). Le succès des labels sur le marché dépend de l'engagement des distributeurs à commercialiser ces produits (travail d'information, de collaboration ou de pression par les porteurs), de la sensibilisation et de l'information des consommateurs (pédagogie et publicité des labels), et de la confiance (garantie du gouvernement ou d'une ONG).

En France, au-delà des signes officiels de qualité (bio, Label Rouge, AOP-AOC...), anciens et relativement développés par rapport aux pays du nord de l'Europe, les démarches privées d'étiquetage positif des produits animaux se multiplient ces dernières années. Les cahiers des charges sont rarement accessibles, souvent peu précis et difficilement compréhensibles pour un public non averti, ce qui peut brouiller leur message. Les démarches les plus nombreuses, de communication ou de progrès, proposent une évolution des conditions d'élevage, par petits pas mais sur le plus grand nombre d'animaux et d'élevages possible tandis que les démarches de rupture, peu nombreuses, visent à proposer une vraie alternative aux standards de production (grand pas sur de petits volumes). Alors que les démarches privées de segmentation créent une compétition sur le marché des produits

animaux « bons à penser », la question aujourd’hui posée en France est de savoir s’il faut apporter une réponse collective et créer, à l’instar des pays nord-européens, un ou des labels « bien-être animal ». Les associations de protection animale (Ooba, Welfarm, Ciwf...) disent être de plus en plus sollicitées pour la mise en œuvre de démarches. La concertation et la co-construction, très répandues dans le nord de l’Europe, se développent aussi en France. Lancé en 2016, le Laboratoire d’Innovation Territoriale (LIT) Ouest Territoires d’Elevage, veut « co-construire des filières animales et des marchés de produits animaux valorisant l’exemplarité de ses élevages en matière de conditions d’élevage. Il vise à créer de la valeur au sein des filières [...] par la différenciation accrue de leurs produits auprès des consommateurs (étiquetage et labellisation) et à fédérer tous les acteurs relevant du triptyque éleveurs-consommateurs-citoyens autour de cette ambition commune »<sup>11</sup>.

### Références bibliographiques

- Agrarheute.com, 2017. Discounter führen Trinkmilch mit Tierschutz-Label ein. 01.09.2017, <https://www.agrarheute.com/management/agribusiness/discounter-fuehren-trinkmilch-tierschutz-label-537975>
- BMEL, 2017. Deutschland, wie es isst. Der BMEL-Ernährungsreport 2017. 15 pages. [http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Broschueren/Ernaehrungsreport2017.pdf;jsessionid=B62974D2B420352477F8FF1F023CBFD.1\\_cid367?\\_blob=publicationFile](http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Broschueren/Ernaehrungsreport2017.pdf;jsessionid=B62974D2B420352477F8FF1F023CBFD.1_cid367?_blob=publicationFile)
- BMEL, 2017a; Schritte zu mehr Tierwohl. Brochure de 16 pages éditée en août 2017. [http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Broschueren/Tierwohl.pdf?\\_blob=publicationFile](http://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/Broschueren/Tierwohl.pdf?_blob=publicationFile)
- BMEL, 2017b. Das staatliche Tierwohllabel: Kriterien und Anforderungen. Consultation le 01/11/17. <https://www.bmel.de/DE/Tier/Tierwohl/texte/Einfuehrung-Tierwohllabel.html>
- Boerderij, 2007. Beter Leven: Dierenbescherming, bedankt! 23.10.17. <http://www.boerderij.nl/Varkenshouderij/Blogs/2017/10/Beter-Leven-Dierenbescherming-bedankt-201295E/>
- Danish Veterinary and Food Administration, 2017. New Government animal-welfare label in shops in 2017. 2 pages. [https://www.foedevarestyrelsen.dk/SiteCollectionDocuments/26\\_Kampagne/Dyrevelf%C3%A6rdsm%C3%A6rket/Faktaark\\_dyrevelf%C3%A6rd\\_UK\\_160817.pdf](https://www.foedevarestyrelsen.dk/SiteCollectionDocuments/26_Kampagne/Dyrevelf%C3%A6rdsm%C3%A6rket/Faktaark_dyrevelf%C3%A6rd_UK_160817.pdf)
- Delanoue E., Roguet C., 2015. Acceptabilité sociale de l’élevage : recensement et analyse des principales controverses à partir des regards croisés de différents acteurs. INRA Prod. Anim., 2015, 28(1), 39-50.
- Delanoue E., Dockès A.-C., Chouteau A., Philibert A., Magdelaine P., Roguet C., 2017. Points de vue et attentes des consommateurs et citoyens vis-à-vis de l’élevage. Une étude quantitative auprès de 2 000 personnes en France. Journée Rech. Porcine, 49, 295-300.
- Denver S., Sandøe P., Christensen T., 2017. Consumer preferences for pig welfare – Can the market accommodate more than one level of welfare pork? Meat Science 129 (2017) 140–146
- DistriFood, 2017. Meer dieren met Beter Leven keurmerk. <http://www.distriFood.nl/vers/nieuws/2017/10/meer-boerderijdieren-met-beter-leven-keurmerk-101112754>
- Eurobarometer, 2016. Attitudes of Europeans towards Animal Welfare. November-December 2015. Special Eurobarometer 442. Summary. 17 pages + 2 annexes.
- Globalmeatnews.com, 2017. Danish Crown reports animal welfare label success. 24.09.17. [https://www.globalmeatnews.com/Article/2017/09/25/Danish-Crown-reports-animal-welfare-label-success?utm\\_source=copyright&utm\\_medium=OnSite&utm\\_campaign=copyright](https://www.globalmeatnews.com/Article/2017/09/25/Danish-Crown-reports-animal-welfare-label-success?utm_source=copyright&utm_medium=OnSite&utm_campaign=copyright)
- Initiative Tierwohl, 2016. Stellungnahme zum Austritt von ProVieh aus dem Berateausschuss. 24.10.2016.
- Initiative Tierwohl, 2017. Pressemitteilung: Zukunft der Initiative Tierwohl bis 2020 gesichert. 05.01.2017.
- Janssen M., Röding M., Hamm U., 2016. Labels for Animal Husbandry Systems Meet Consumer Preferences: Results from a Meta-analysis of Consumer Studies. J Agric Environ Ethics (2016) 29:1071–1100
- Roguet C., Rieu M., 2014. La filière porcine allemande face aux demandes de société : des labels privés à l’initiative collective. Les Cahiers de l’IFIP, 1(1), 1-12.

<sup>11</sup> <https://www6.inra.fr/lit-ouest-territoires-elevage/Le-LIT-Ouest-Territoires-d-Elevage>

Roguet C., Neumeister D., Magdelaine P., Dockès A.-C., 2016. Les débats de société sur l'élevage en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas : analyse, confrontation avec le sud de l'UE et enseignements. Notes et études socio-économiques, n°40, 65-91.

Schweine.net, 2017. Landwirtschaftsminister Schmidt stellt Kriterien für staatliches Tierwohllabel vor. 26.04.17.

Tierschutzbund.de, 2017. Tierschutzlabel: Positive Bilanz im 1. Halbjahr 2017, 01.08.17, <https://www.tierschutzbund.de/news-storage/landwirtschaft/020817-halbjahresbilanz-tierschutzlabel/>

SUS, 2017. Wie viel Tierwohl trägt der Markt? SUS, 4/2017, 11-13.

Topagrar, 2016. Hand in Hand mit Tierschützern? 10/2016, 30-33.

Topagrar, 2017. Label-Eier vom Profi. 6/2017, 108-110

Topagrar, 2017b. Top Anmeldequote bei ITW. 11/2017, S2.

Topagrar.com, 2017a. Gegenseitige Anerkennung der Tierschutzlabel. 23.01.2017. <https://www.topagrar.com/news/Schwein-News-Schwein-Gegenseitige-Anerkennung-der-Tierschutzlabel-7163072.html>

Topagrar.com, 2017b. Handel schlägt Initiative Tierwohl als Einstiegstufe für das Tierwohllabel vor. 20.01.17.




Topagrar.com, 2017c. Tierschutzbund steigt aus Schmidts Tierschutzlabel aus. 26.07.17.

Topagrar.com, 2017d. Staatliches Tierwohllabel: jetzt sitzt Schmidt zwischen allen Stühlen. 27.04.17.

Topagrar.com, 2017e. Tierschutzbund kehrt Initiative Tierwohl den Rücken. 16.09.16.



WUR, 2016. Monitor Duurzaam Voedsel 2015, Consumentenbestedingen. 14 pages. <http://edepot.wur.nl/393682>

Annexe 1. Cahier des charges Beter Leven pour le poulet de chair

Critère	Standard			
Densité en bâtiment	Pas de norme, 18 poulets par m <sup>2</sup> en moyenne	12 poulets / m <sup>2</sup>	13 poulets / m <sup>2</sup>	11 poulets / m <sup>2</sup> (10 en bio)
Chargement	Max 42 kg / m <sup>2</sup>	Max. 25 kg / m <sup>2</sup>	Max. 27,5 kg / m <sup>2</sup>	Max. 25 kg / m <sup>2</sup> (21 kg en bio)
Accès couvert à l'extérieur	Non	Oui	Non	Non
Parcours	Non	Non	Oui (1 m <sup>2</sup> / poulet)	Oui (4 m <sup>2</sup> / poulet)
Races à croissance lente obligatoire	Non	Oui		
Age à l'abattage	35-42 jours	56 jours	56 jours	81 jours (70 jours en bio)
Enrichissement du milieu	Non	Oui		
Temps de transport à l'abattoir	Max. 24 h	Max. 3 h (sauf bio : 24 h)		
Etourdissement	Bain électrique ou gaz	Gaz obligatoire à partir de 2018		



Source : Dierenbescherming, version de décembre 2016, traduction C. Roguet

Annexe 2. Cahier des charges "Für Mehr Tierschutz" poulet de chair

Critères	Conventionnel, standard	Niveau d'entrée : 1 étoile 	Niveau supérieur : 2 étoiles 
Races	Croissance rapide, jusqu'à 60 g / j	Croissance lente : 45 g / j autorisé, 35 g / j recommandé	
Jardin d'hiver	Non	Accessible pendant au moins la moitié de la durée d'engraissement (bâtiments Lousiana existants acceptées)	
Matériaux pour s'occuper	Non	Perchoirs Mini. 3 bottes de paille / 2 000 animaux Mini. 1 bain de poussière / 1 000 animaux	
Perchoirs	Non	Mini. 15 m (40 m conseillés) / 1 000 animaux, de 10 à 30 cm au dessus du sol	
Lumière	Naturelle dans les nouveaux bâtiments, artificielles dans les anciens	Lumière du jour obligatoire en plus: Programme lumineux avec lumière sans scintillement et rythme naturel jour-nuit (au moins 8 heures d'obscurité)	
Durée de transport	Pas de maxi	Max. 4 heures	
Méthode d'étourdissement		Etourdissement au CO <sub>2</sub> en deux étapes; bain d'eau de transition	
Indicateur de bien-être	Autocontrôle obligatoire	capacité de marcher, mortalité, médicaments, blessures, dommages	
Accès plein air	Non	Non	Oui, 4 m <sup>2</sup> / poulet, accessible au moins pendant 1/3 de la vie
Densité	39 kg / m <sup>2</sup> (environ 22 poulets)	Max. 25 kg / m <sup>2</sup> (15 poulets) ou 29 kg / m <sup>2</sup> (17 poulets) si jardin d'hiver en plus	Max. 21 kg / m <sup>2</sup> (10 poulets / m <sup>2</sup> ) ou 25 kg / m <sup>2</sup> (15 poulets) si jardin d'hiver en plus
Taille d'élevage		Max. 60 000 places	Max. 16 000 places
Taille de lot		Max. 30 000 places	Max. 4 800 places





Source : IFIP d'après le cahier des charges du DTB, traduction C. Roguet

Annexe 3. Cahier des charges "Für Mehr Tierschutz" en poudeuses (depuis le 1.1.2017)

	Elevage au sol : standard réglementaire	Niveau d'entrée : 1 étoile 	Niveau supérieur : 2 étoiles 
Taille d'élevage	Pas de plafond	Max. 48 000 poules (4 bâtiments)	
Taille de bâtiment	Pas de plafond	Max 12 000 poules	
Taille de lot	Max. 6 000 poules	Max. 1 500 poules pour les bâtiments jusqu'à 4 500 poules, 3 000 poules pour les bâtiments de plus de 4 500 poules	
Nombre de niveaux	4 niveaux superposés	Max. 3 niveaux superposés	
Densité	Max. 9 poules / m <sup>2</sup> de surface utilisable	Max. 7 poules / m <sup>2</sup> de surface hors jardin d'hiver	
Jardin d'hiver	Pas obligatoire	Mini. 50% de la surface du bâtiment soit 28 poules / m <sup>2</sup>	
Accès au plein air	Non	Non	Oui, 4 m <sup>2</sup> / poule
Matériaux manipulables	Aucune norme	1 perchoir et 1 matériel d'occupation (balle de luzerne) pour 500 animaux, bain de poussière avec mini 3 m <sup>2</sup> / 1 000 poules dans le jardin d'hiver	
Perchoirs	15 cm / poule	Mini 20 cm / poule, dont la moitié avec différentes hauteurs	
Lumière du jour	Fenêtre ≥ 3% de la surface, réparties uniformément	Fenêtre ≥ 5%	
Lumière	Les animaux doivent pouvoir se voir	Mini 8 h, max. 16 h Min 20 lux, lumière uniforme sans scintillement	
Période d'obscurité	Pas de norme	Mini 8 h	
Epoutage du bec	Engagement volontaire de renoncer à cette pratique à partir d'août 2016	Interdit	
Indicateur de bien-être (santé et comportement)	Enquêtes dans le cadre de l'auto-contrôle obligatoire	Critère supplémentaire comme l'état du plumage, les blessures...	

Source : IFIP d'après le cahier des charges du DTB, traduction C. Roguet

Annexe 4. Label « bien-être animal » du distributeur danois COOP : résumé du cahier des charges pour les porcs

La bonne vie	La vie en plein air (Friland)	La vie biologique (bio UE)	La vie extra-bonne
			
<p>30% de surface en plus (structurer la case en zones) Pas de contention individuelle Accès permanent à de la paille et à des fourrages grossiers Pas de coupe de queue Max. 8 h de transport</p>	<p>Accès permanent au plein air pour les truies gestantes, porcelets et porcs Plus d'espace et de fourrage Litière paillée Pas de coupe de queue Max. 8 h de transport</p>	<p>Animaux libres avec beaucoup d'espace à l'intérieur et à l'extérieur Sevrage plus tardif Fourrage organique Règles très strictes pour les médicaments antibiotiques Pas de coupe de queue Max. 8 h de transport</p>	<p>4 cœurs décernés par un groupe d'experts indépendants si des efforts extraordinaires sont faits pour le bien-être animal. Les conditions doivent être sensiblement au-dessus des trois autres niveaux, y compris la production biologique.</p>

Source : site internet de Coop (<http://dyrevelfærd.coop.dk>), traduction C. Roguet